



CHS-CT DU 25 Septembre 2018 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Les délégués **FO FINANCES 76** et **SOLIDAIRES FINANCES 76** n'ont de cesse de vous alerter sur les suppressions d'emplois, sur la dégradation des conditions d'exercice des missions et des conditions de vie au travail.

Depuis presque 20 ans, tous les gouvernements successifs infligent aux agents de Bercy la même politique destructrice en matière d'emplois, alors même que l'exercice des missions est toujours plus technique et de plus en plus complexe.

Dans une interview, le Premier Ministre a commencé à lever le voile sur les perspectives budgétaires qu'il entend présenter au Parlement dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2019.

Il a annoncé un nombre de suppressions d'emplois historique et inadmissible dans la Fonction Publique de l'État : **4 500 en 2019** et plus de **10 000** les années suivantes.

Au palmarès des ministères les plus impactés, sans surprise, le Premier Ministre n'hésite pas à nommer une nouvelle fois les administrations de Bercy comme tête d'affiche (Finances publiques, Douane, Insee et Administration Centrale). La disparition d'emplois annoncée, dans le réseau à l'étranger et dans le pôle 3E des DIRECCTE est tout autant injustifiable.

Pour nos organisations, l'«**exemplarité de Bercy**» devrait plus exister en tant que numéro un sur la qualité des conditions de vie au travail de ses agents plutôt que comme premier contributeur aux suppressions d'emplois de fonctionnaires !!

A la Douane, même les créations d'emplois annoncées, liées à la charge de travail du fait du Brexit n'empêcheront pas les suppressions pour d'autres missions.

Cette politique dogmatique à la hache guidée par l'obsession de réduction des dépenses publiques aboutit à la destruction programmée des emplois publics et au final du service public. Ne nous leurrions pas la rigueur budgétaire reste bien la clef de voûte de la politique gouvernementale.

L'affichage des progrès des technologies de l'information et de la communication ne sert qu'à masquer les motivations idéologiques de cette austérité dévastatrice à la fois pour les missions et les conditions de travail des agents.

Le Prélèvement A la Source (PAS) de l'impôt sur les revenus en est la parfaite illustration : externalisation d'une mission, remise en cause profonde des méthodes de travail et accroissement de la charge de travail.

Les dégradations des conditions de travail s'illustrent notamment par la progression des situations de souffrance au travail, d'épuisement professionnel (burn out), et sont à mettre en relation avec la pénurie d'emplois, les restructurations et réformes incessantes ainsi que les objectifs de rentabilité.

Les délégués **FO FINANCES 76** et **SOLIDAIRES FINANCES 76** condamnent :

- la fusion des instances représentatives des personnels (CHS-CT / CTL),
- la diminution des moyens de fonctionnement des administrations,
- les suppressions d'emplois,
- les restructurations permanentes,

qui dégradent les conditions de vie au travail des agents et génèrent de plus en plus de souffrance au travail.

Cela est attesté par les outils de mesures (tableau de veille sociale, document unique évaluation des risques professionnels, fiches de signalement, registre santé sécurité au travail ...) et les différents acteurs de prévention (médecins de prévention, assistantes sociales...)

Dans ce contexte, les délégués **FO FINANCES 76** et **SOLIDAIRES FINANCES 76** prendront toutes leurs responsabilités, et en toute circonstance pour défendre au mieux les usagers, les agents, leurs conditions de travail mais aussi l'ensemble des missions, socle incontournable d'un service public égal et neutre pour les usagers.